



Envoyé en préfecture le 28/05/2021

Reçu en préfecture le 28/05/2021

Affiché le

**SLO**

ID : 019-211915301-20210518-2021040-DE

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU 18 MAI 2021

### DELIBERATION N° 2021/042

#### Création d'un poste non permanent de Conseiller Numérique dans le cadre de France Relance

**DATE DE CONVOCATION**  
11 mai 2021

L'an deux mille vingt et un,  
Le dix-huit mai à vingt heures trente  
Le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique  
sous la présidence de Monsieur Philippe VIDAU.

**DATE D'AFFICHAGE  
DU COMPTE RENDU**  
25 mai 2021

Etaient présents : Philippe VIDAU, Maire  
Mesdames et Messieurs les Adjoints :  
Lucette TRALEGLISE - Annie PASCAREL - Michel DONZEAU - Helga REMY - Jean-  
Pierre LABORIE.  
Mesdames et Messieurs les Conseillers  
Marie-Christine VERGNE, Johanna GERAUD, Robert DALLES, Philippe SANTIN,  
Marc ROULET, Gisèle PERIER-BRIENCHON, Monique MANIERE, Jean-François  
BORDAS, Pierre Jean VIALLE, Christophe BELLINA, Sophie CHEVREUX,  
Francine DARLA VOIX, Christelle CHATAURET, Karine DESCHAMPS,  
William POUMEAU, Gilbert JAUGEAS, Sylvie DE CARVALHO-PEYROUT,  
Delphine SARCOU.

**NOMBRE DE CONSEILLERS**  
En exercice : 27  
Présents : 27  
Votants : 27

Absents excusés :  
Dorian POUMEAU donne pouvoir à Johanna GERAUD ;  
Michel JUGIE donne pouvoir à Lucette TRALEGLISE ;  
Laurent MOREAU donne pouvoir à Delphine SARCOU,

forment la majorité des membres en exercice.  
Le quorum étant atteint, le Conseil municipal peut délibérer.  
Jean-Pierre LABORIE a été élu secrétaire de séance.

Rapprocher le numérique du quotidien des Français, partout, c'est l'ambition de la mobilisation historique en faveur de l'inclusion numérique dans France Relance. 250 millions d'euros sont mobilisés afin de proposer une solution d'accompagnement au numérique à tous les Français, en cohérence avec leurs besoins et à proximité de chez eux.

La commune d'Objat a manifesté son intérêt et a été retenue par l'Etat pour recruter un Conseiller Numérique dans le cadre du dispositif France Relance.

Cet attrait pour le numérique est au cœur des préoccupations de la collectivité qui a réalisé de nombreux investissements dans ce domaine au cours des dernières années (WIFI Public, Application mobile, ...) et qui a notamment lancé une étude en 2021 pour la création d'un espace de vie partagé ou tiers-lieu dans lequel le conseiller numérique aurait tout à fait sa place.

L'appel à manifestation d'intérêt a permis à la commune de candidater pour devenir structure accueillante d'un conseiller et d'obtenir son affectation avec une prise en charge financière modulée selon la durée du contrat souhaitée. Allouée sous la forme d'une subvention d'un montant de 50 000 euros par poste, cette prise en charge par l'Etat sera versée en trois tranches auprès de la collectivité territoriale qui aura pour charge de rémunérer le conseiller à hauteur du SMIC au minimum.

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal :

Aux termes de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale modifiée et notamment ses articles 34 et 97, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Ainsi, il appartient à l'assemblée délibérante de déterminer l'effectif des emplois à temps complet et temps non complet nécessaire au fonctionnement des services. De même, la modification du tableau des effectifs, afin de permettre les avancements de grade, relève de la compétence de l'assemblée délibérante.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment l'article 3 II,  
Vu le décret n°88-145 pris pour l'application de l'article 136 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,  
Vu le budget 2021 adopté par délibération en date du 10 mars 2021

Monsieur le Maire propose de créer un emploi non permanent dans la catégorie hiérarchique C afin de mener à bien le projet identifié suivant :

Dispositif Conseiller Numérique France Services : pour une durée de 2 ans à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2021.

Le contrat prendra fin lors de la réalisation du projet ou de l'opération pour lequel le contrat a été conclu, à savoir : démocratiser l'usage du numérique

A défaut, le contrat prendra fin après un délai d'un an minimum si le projet ne peut pas être réalisé. Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse lorsque le projet prévu ne sera pas achevé au terme de la durée initialement déterminée. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans.

L'agent assurera les fonctions de Conseiller Numérique France Services à temps complet.

L'emploi sera classé dans la catégorie hiérarchique C.

La rémunération sera déterminée selon un indice de rémunération de la fonction publique soit IB 385 / IM 383

La rémunération est déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience.

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, et à l'unanimité des membres présents

- DECIDE :

- d'adopter la proposition du Maire
- de modifier le tableau des emplois
- d'inscrire au budget les crédits correspondants

-DIT que les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1<sup>er</sup> septembre 2021

- INFORME que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois à compter de sa publication et, le cas échéant, de sa réception par le représentant de l'État

- AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document en rapport avec ce recrutement.

- DONNE TOUS POUVOIRS à Monsieur le Maire pour assurer l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits

Pour extrait certifié conforme au registre

Le Maire



*[Signature]*  
Philippe VIDAUD